

**Christelle PETEX**

Députée de la Haute-Savoie  
Conseillère Départementale de la Haute-Savoie

Ministère de l'Intérieur  
Monsieur Bruno RETAILLEAU  
Ministre  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08

CP/LC/25/76

La Roche-sur-Foron, le 17 avril 2025

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur la situation particulièrement préoccupante de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale, dont la trajectoire budgétaire pour 2025 est en net recul, en contradiction directe avec les objectifs fixés par la Loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024 à 2030.

La baisse de 16 % du budget alloué à la réserve, passant de 90 millions d'euros en 2024 à 75,6 millions en 2025, ne peut qu'interroger. Elle entre en totale contradiction avec l'ambition gouvernementale d'atteindre 50 000 réservistes à l'horizon 2027, objectif que la Cour des comptes jugeait déjà irréaliste en 2023. Comment prétendre renforcer la réserve quand on ne lui donne plus les moyens d'agir ? Cette baisse budgétaire rend illusoire les objectifs annoncés, et risque de décourager durablement des femmes et des hommes pourtant prêts à servir.

En Haute-Savoie, la réserve opérationnelle représente environ 500 personnes. Mais une part importante d'entre eux n'est tout simplement pas mobilisée, non pas pour des raisons d'inaptitude ou d'inhabilité, mais bien en raison de contraintes budgétaires. Ce sont pourtant des volontaires engagés, courageux, disponibles, dans l'attente de convocations dans des brigades qui en ont grandement besoin. Ce besoin est d'autant plus criant dans ce département aux spécificités marquées : territoire frontalier, soumis à une pression migratoire, à une forte activité touristique, à une démographie en hausse et à des contraintes géographiques liées à la montagne. Si les gendarmes d'active sont déjà engagés dans des missions permanentes et cruciales, l'appui de la réserve devient un atout pour compléter et renforcer cette présence au quotidien.

Dans ce contexte, il est profondément paradoxal de continuer à programmer des Préparations Militaires Gendarmerie (PMG), alors même que les moyens budgétaires ne permettent plus d'embaucher. Nous formons, nous motivons, nous suscitons l'engagement... sans pouvoir ensuite offrir à ces citoyens volontaires l'opportunité d'agir. Ce décalage est non seulement démobilisateur, mais il compromet l'efficacité du modèle de montée en puissance de la réserve opérationnelle.

Il est entendu que les finances publiques nécessitent une gestion rigoureuse. Mais la sécurité des Français ne peut se réduire à un mauvais budget. Dans un contexte de menaces multiformes, de forte attente sécuritaire exprimée par nos concitoyens et de tensions internationales pérennes, il est urgent de repenser les priorités budgétaires. Soutenir la réserve n'est pas une dépense, c'est un investissement stratégique pour la sécurité nationale.

En ce sens, je souhaite connaître les intentions du Gouvernement pour renforcer la mobilisation des réservistes déjà formés, mais aujourd'hui non sollicités faute de crédits, et pour permettre à la gendarmerie de disposer des moyens nécessaires au maintien de la sécurité intérieure sur l'ensemble du territoire national.

En vous remerciant par avance de l'attention bienveillante que vous porterez à ce courrier, et restant à votre disposition pour échanger à ce sujet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

*Meilleures salutations*  
Christelle PETEX,  
Députée